

Le 19 février 2016

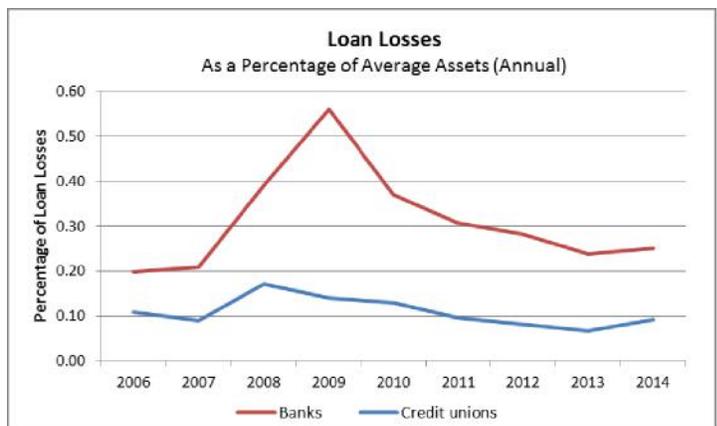
Comité permanent des finances
 131, rue Queen, 6^e étage
 Chambre des communes
 Ottawa (Ontario) K1A 0A6
 Canada

Messieurs le Président, le Vice-président et les membres du Comité permanent des finances,

Au nom de la First West Credit Union, j'aimerais remercier le Comité et le gouvernement de nous fournir cette occasion de participer au processus budgétaire. Les consultations enregistrées et publiques que vous tenez cette semaine et votre rapport ultérieur font partie intégrante d'un solide processus de consultation.

First West applique un modèle d'affaires en vertu duquel il fournit des services aux Britanno-Colombiens dans des établissements commerciaux connus à l'échelle locale, comme Island Savings, Envision Financial, Valley First et Enderby & District Financial. L'aide octroyée par First West se chiffre à plus de 8 milliards de dollars, avec 1 700 employés au service des intérêts financiers d'un quart de million de Britanno-Colombiens, y compris plus de 18 000 petites et moyennes entreprises. Avec nos 54 succursales et nos 42 bureaux d'assurance, First West est la coopérative de crédit qui a la plus grande portée géographique en Colombie-Britannique (C.-B.), et elle est fière de pouvoir compter sur le deuxième plus grand réseau de succursales dans la province.

Les coopératives de crédit ont un important rôle économique et social à jouer dans l'ensemble des collectivités au Canada. Plus de 10 millions de Canadiens sont membres d'une coopérative de crédit ou d'une caisse populaire. En Colombie-Britannique, plus de 40 % sont des membres de leur coopérative locale. Les coopératives de crédit offrent des services financiers clés qui aident les Canadiens de la classe moyenne à réaliser leurs objectifs financiers, elles investissent des millions dans des projets communautaires, enseignent la littératie financière, recrutent localement et soutiennent les petites entreprises. En fait, les coopératives de crédit et les caisses populaires sont les deuxièmes plus grands prêteurs aux petites entreprises au Canada. Toutes proportions gardées, les coopératives de crédit créent près de deux fois plus d'emplois que les plus grandes banques au Canada. Pour chaque million de dollars de prêts, les coopératives de crédit créent un total de 14,5 emplois au Canada, comparativement à 8 emplois créés par les banques. Les coopératives de crédit sont des prêteurs



fiables, même en période de difficultés économiques. Au cours de la crise financière de 2008-2009, au moment où la croissance des prêts d'une année sur l'autre ralentissait, les prêts octroyés par les coopératives de crédit ont gardé un rythme semblable à celui de 2004, année de forte croissance économique. À mesure qu'une reprise a pu être observée au Canada, la croissance des prêts des coopératives de crédit a augmenté en flèche. Les coopératives de crédit affichent bon an mal an des pertes sur prêts inférieures par rapport aux banques à charte. Cela illustre notre capacité de prendre des décisions de prêt intelligentes et à faible risque, en grande partie en raison de notre proximité avec les communautés que nous desservons et avec nos clients propriétaires.

Les coopératives de crédit sont moins risquées que les banques à charte. Les structures de coopératives appartenant aux membres agissent comme contrepoids pour compenser la prise de risque excessive, et l'exposition des coopératives de crédit aux risques des marchés des capitaux est gérée en collaboration selon le risque à partir de leurs administrations centrales. En outre, en C.-B., les bénéfices non répartis, qui constituent la plus grande qualité du capital dans un contexte de Bâle III, constituent environ 87 % de la base de capital actuelle du système des coopératives de crédit, ce qui est bien supérieur à celle des banques.

Les coopératives de crédit comblent un besoin dans 380 communautés où elles constituent la seule institution financière. Les coopératives de crédit ont également pour clients de nombreuses municipalités. Elles se sentent à l'aise de faire affaire avec nous parce que nous répondons à leurs besoins financiers, nous embauchons localement et nous redonnons à de bonnes causes dans leur municipalité grâce à nos investissements dans la collectivité. Nous demandons aux membres du Comité d'examiner et de renforcer cette relation importante au moment où le gouvernement met en œuvre l'infrastructure proposée pour les banques.

Ces faits démontrent clairement ce que de nombreux Canadiens savent déjà; les coopératives de crédit jouent un rôle de premier plan dans l'économie et dans les collectivités du Canada. Pour illustrer davantage cette réalité, voici quelques exemples concrets de la façon dont First West Credit Union a contribué à la croissance de petites et moyennes entreprises et de collectivités qui contribuent au grand succès de la C.-B.

Faire le bien est bon pour les affaires

Permettez-moi de partager avec vous une histoire de hockey. L'Okanagan Hockey Group est une entreprise de Penticton qui opère l'Okanagan Hockey Academy et de nombreux programmes de hockey d'été. Au fil des ans, le groupe a pris de l'expansion et opère désormais des camps en Alberta, à Edmonton, en Angleterre et en Autriche. En 2010, l'Okanagan Hockey Group était le plus grand contributeur au tourisme sportif dans l'Okanagan Sud et, selon le groupe, sa valeur était estimée à 13,5 millions de dollars. Aujourd'hui, la valeur de l'Okanagan Hockey Group est plus proche de 20 millions de dollars! Son histoire est aussi celle des emplois locaux que le groupe crée : 25 employés à temps plein et 140 employés à temps partiel, en plus de 26 autres emplois indirects à temps plein. Le groupe contribue également à l'économie locale de par son utilisation de fournisseurs locaux; au cours des cinq prochaines années, il prévoit dépenser 59 millions de dollars.

En 2014, nous avons été ravis d'avoir été choisis par l'Okanagan Hockey Group. Nous avons un partenariat solide avec l'Okanagan Hockey Group grâce à notre relation bancaire directe, mais aussi en tant que supporteur et commanditaire du South Okanagan Events Centre. Nous adorons le hockey et nous aimons voir nos entreprises et nos collectivités locales réussir et grandir.

Nous savons qu'en soutenant une économie forte nous soutenons également les endroits où nous vivons et travaillons. Dans la seule année 2015, nous avons investi plus de 3 millions sous forme de partenariats et de

commandites communautaires pour appuyer des organismes sans but lucratif et des organismes de bienfaisance, d'investissements en nature, de bénévolat de nos employés pendant les heures de travail, de coûts de gestion des programmes et de dons des employés. Depuis plus de six ans, nous sommes fiers de collaborer avec les Grands Frères et Grandes Sœurs (GFGS) à Victoria et à Salt Spring Island, à Cowichan Valley et sur l'île de Vancouver (Centre). Dans le cadre du programme de mentorat à l'école des GFGS, des enfants à risque sont jumelés à certains de nos employés, formés à titre de mentors, et l'accent est mis sur des activités qui soutiennent des relations positives, la résilience, le développement social et la réussite scolaire. Au début de cette année, deux de nos membres du personnel ont passé une semaine au bureau des GFGS de Victoria afin d'appliquer notre méthodologie LEAN pour aider à réduire le temps qu'il faut pour jumeler un enfant à un mentor bénévole, un problème en aval depuis près de cinq ans pour les organismes sans but lucratif.

Rhonda Brown, directrice générale des Grands Frères et Grandes Sœurs de Victoria a déclaré qu'en raison de l'obligation de concilier service à la clientèle et sécurité des enfants, la plupart des enfants ont dû attendre jusqu'à plus d'un an avant de pouvoir être jumelés à un grand frère ou à une grande sœur.

En gardant à l'esprit l'objectif d'un jumelage rapide et sûr, notre personnel a aidé l'équipe de Rhonda Brown à créer une solution simplifiée qui lui permet de traiter les candidatures de bénévoles de manière plus efficace, pour en fin de compte jumeler plus rapidement les enfants à risque avec les bons mentors.

Appartenant avec fierté à la classe moyenne canadienne

La fierté que tirent les coopératives de crédit d'investir dans notre classe moyenne et d'aider à renforcer nos collectivités est mise en danger par les récentes hausses d'impôts importantes. Les coopératives de crédit et les grandes banques sont en concurrence sur le même marché et offrent bon nombre des mêmes services.

Les banques ont toutefois accès au marché boursier, où elles peuvent mobiliser des capitaux et abaisser leurs exigences en matière de bénéfices non répartis. Les coopératives de crédit, d'autre part, appartiennent à leurs membres à l'échelle locale et appliquent des exigences plus élevées en ce qui a trait aux bénéfices non répartis.

Les bénéfices non répartis sont la seule source de croissance du capital des coopératives de crédit, et ils sont directement liés à la somme d'argent qu'elles sont en mesure de prêter. Quand elles ont moins d'argent à investir dans les bénéfices non répartis, les coopératives de crédit comme First West ont moins d'argent à prêter, par exemple, aux petites entreprises ou aux familles de la classe moyenne qui veulent acheter une maison. Cette situation a également un impact sur notre capacité de donner à des causes bonnes et importantes et à des projets d'infrastructure dans nos collectivités.

Contrairement à certaines institutions financières, lorsque les coopératives de crédit réalisent des bénéfices, elles remettent une partie des bénéfices aux membres et à des organismes de bienfaisance et à des organismes sans but lucratif locaux. Un régime fiscal qui reconnaît et accommode la structure unique des coopératives de crédit favorise la diversité du système financier, et permet de veiller à ce que les Britanno-Colombiens et que les Canadiens aient les choix qu'ils méritent.

L'impact de l'abolition d'une pratique d'une quarantaine d'années

Il y a de cela 40 ans, quand les dirigeants politiques ont compris que les coopératives de crédit constituaient leur capital différemment des banques de dépôt, ils ont instauré un crédit d'impôt fédéral pour les coopératives de crédit. Mais dans le Plan d'action économique fédéral de 2013, le gouvernement canadien a choisi d'éliminer progressivement un crédit d'impôt fédéral. L'impact de cette mesure a été significatif. En conséquence, nous estimons que nous allons maintenant payer 3,1 millions de dollars en impôts fédéraux supplémentaires au cours de la période de mise en œuvre, et à peu près 1,8 million de dollars par année après 2016. Cette mesure fait mal aux coopératives de crédit et elle a également placé les gouvernements provinciaux dans une situation précaire en raison des répercussions négatives de la décision du gouvernement fédéral.

En réaction au budget fédéral de 2013, le budget provincial de 2014 en Colombie-Britannique a modifié la Loi de l'impôt sur le revenu de la province pour inclure l'élimination progressive du crédit d'impôt provincial pour les petites entreprises à compter de 2016. Selon nos estimations, First West versera à l'échelle de la province un montant supplémentaire de 4,3 millions de dollars en impôts au cours de la phase d'élimination et un montant supplémentaire de 2,5 millions de dollars par la suite. Ces décisions fédérales et provinciales coûtent des millions de dollars aux coopératives de crédit comme la nôtre et signifient que les coopératives de crédit de la C.-B., à partir de 2019, auront un taux d'imposition plus élevé que les grandes banques, malgré les différences importantes dans la façon dont ils recueillent des capitaux.

Ce que nous demandons

Afin d'aider les coopératives de crédit à être concurrentielles et à continuer de soutenir la classe moyenne, nous recommandons que le budget de 2016 propose l'adoption du crédit d'impôt pour la croissance du capital, comme le propose l'Association canadienne des coopératives financières. Un tel crédit d'impôt, fixé à 5 % de l'augmentation dans une coopérative de crédit des bénéficiaires non répartis de l'année précédente, permettrait de réduire l'impôt payable, toutes proportions gardées, et de rétablir l'équité du régime fiscal.

Chers membres du Comité, notre demande de crédit d'impôt pour la croissance du capital n'a rien à voir avec notre bilan financier; elle concerne plutôt notre capacité de soutenir les familles qui veulent acheter une maison, les petites entreprises qui veulent se développer et embaucher plus de Canadiens, ainsi que notre capacité de redonner aux communautés au moyen de dons de bienfaisance.

Au nom de la First West Credit Union, je demande que ce comité envisage d'appuyer les coopératives de crédit au Canada au moyen du crédit d'impôt pour la croissance du capital.

Nous vous remercions encore une fois de nous donner l'occasion de partager des informations sur la First West Credit Union et sur l'impact que nous avons dans nos communautés de la C.-B., et de faire écho à la voix unifiée des coopératives de crédit canadiennes réclamant le crédit d'impôt pour la croissance du capital.

Si le Comité a des questions à propos de la First West Credit Union ou des informations contenues dans cette présentation, n'hésitez pas à communiquer directement avec moi ou avec notre équipe des relations gouvernementales.

Veillez agréer, Messieurs, mes sincères salutations.

Launi Skinner
Première dirigeante, First West Credit Union
lskinner@firstwestcu.ca

Renseignements supplémentaires :
Ron Dau
604-539-7185
rdau@firstwestcu.ca

Alicia Swinamer
604-592-7203
aswinamer@firstwestcu.ca